

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

PTT

Prendre la parole et faire des propositions concrètes

DE nombreuses grèves ont eu lieu depuis la fin des congés aux PTT. La semaine dernière, c'étaient les centres de tri de Rennes qui ont arrêté le travail. Dans ce climat combatif, l'État-patron a été contraint de lâcher certaines revendications comme à Pontoise ou à Créteil ; souvent aussi, les travailleurs des différents centres ont été tenus dans l'ignorance des mouvements qui se déclenchaient ici ou là, ou bien ne les ont appris que tard et souvent par *France-Inter* quand les bulletins d'informations se faisaient l'écho de la trouille des patrons, de leur chantage à l'emploi. C'est dans cette situation qu'intervient le mot d'ordre de grève lancé par les directions syndicales nationales.

Au désir d'unité d'action, c'est par la division qu'il est répondu : mardi, ce sont les services financiers qui font grève, mercredi, les bureaux-gare, jeudi les télécommunications, vendredi la distribution.

De même, beaucoup de travailleurs sentent bien que 24 heures ne donneront rien, qu'il faudrait plus et, bien sûr, sans aller au « casse-pipe ». Or, rien qui mettrait les travailleurs en confiance n'est proposé. Seule perspective, si on en croit l'interview de Séguy au *Monde*, des « arrêts de travail » pour la mi-novembre prochain.

De plus, avec raison, beaucoup de travailleurs combatifs n'ont qu'une confiance limitée dans les directions au plan national. En effet, leur « mollesse » n'est pas un hasard et fondamentalement elle s'explique par leur hantise d'un mouvement puissant qu'elles ne contrôlèrent plus et qui porterait de... coups au système capitaliste.

Alors, faut-il baisser les bras ? Non, au contraire !

Il faut oser prendre la parole dans les assemblées de personnel et inciter les autres travailleurs à faire de même. Celles-ci ne doivent pas être des réunions où seuls les responsables syndicaux parlent. Ce sont des affaires des travailleurs dont il est question, et qu'eux-mêmes puissent avoir le droit de dire ce qu'ils en pensent est la moindre des choses !

Dans ces interventions, il faut faire des propositions concrètes : établissement d'un cahier revendicatif propre au centre où on se trouve, établissement d'une plate-forme revendicative nationale qui devrait comprendre quelques revendications simples, claires, connues de tous les travailleurs et faisant leur unanimité. Pour cela, elle devrait partir des aspirations profondes des postiers : mutations, réduction du temps de travail, augmentations égales pour tous, titularisation des auxiliaires, etc.

Il est nécessaire d'expliquer que cette plate-forme doit avoir pour but de renforcer l'unité des travailleurs des PTT, c'est-à-dire qu'elle doit prendre également en compte les revendications propres aux travailleurs originaires des DOM-TOM, ainsi que des femmes travailleuses.

Quant à l'action, personne non plus n'a à se prononcer à la place des travailleurs, c'est à eux, et à eux seuls, qu'il appartient de décider de la lutte.

Camarades, dans des interventions courtes, préparées à l'avance, expliquons ces points aux travailleurs, donnons l'exemple !

Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), lors de ces journées, appuiera toutes les initiatives des travailleurs ou sections syndicales allant dans ce sens.



A l'heure où l'URSS cherche à étendre son contrôle en Asie en s'appuyant en particulier sur le Vietnam ;

A l'heure où ce pays justement prépare l'invasion du Kampuchea sous couvert d'un soi-disant soulèvement à Phnom Penh, l'accord sino-japonais est un coup contre la politique d'hégémonie de l'URSS en Asie. C'est un succès pour tous les peuples du monde.

Isoler les forces de domination et de guerre, unir contre elles tous les peuples et pays qui veulent l'indépendance et la liberté, un tel accord, qui en annonce d'autres, est une étape importante dans ce sens.

(Voir article page 3)

L'accord sino-japonais est ratifié

Un accord qui va dans le sens de l'indépendance et de la liberté des pays. Un grand succès pour les peuples du monde

Le raid rhodésien contre la Zambie et le Mozambique

Un carnage raciste

Au moment même où Ian Smith, le premier ministre, terminait sa tournée de propagande aux USA où il avait essayé de se faire passer pour un « brave homme plein de bonne volonté » et à chercher une solution négociée au problème du Zimbabwe, ses troupes attaquaient des camps de réfugiés en Zambie et au Mozambique.

Plus de 1 500 morts, c'est le bilan de l'agression sur le seul camp de Mkushi, à quel-

ques kilomètres seulement de Lusaka. Ce sont les camps de la ZAPU de Joshua N'Komo qui étaient visés. Après un bombardement au napalm, des troupes hélicoptérées de l'armée raciste rhodésienne attaquèrent en plein territoire zambien et massacraient femmes, vieillards et enfants à la mitrailleuse. Sur les 2 036 personnes que contenait le camp, plus de 1 500 personnes ont été assassinées. Un second camp de la ZAPU aurait également été bombardé en territoire zambien. Cette agres-

sion est la plus meurtrière et la plus importante menée par les racistes en territoire zambien.

Au même moment, des camps de la ZANU, installés au Mozambique, ont eux aussi été attaqués. Il semble que, pour ce camp, la leçon du précédent raid du 24 novembre, qui avait fait 1 200 morts, avait été tirée et que le camp était mieux défendu. La ZANU ne fait, pour l'instant, pas mention de pertes importantes.

(Suite à la page 2)

A propos d'un appel radio à renverser le gouvernement du Cambodge

Le Vietnam veut faire diversion

LE MONDE EN MARCHÉ

(Suite de la page une)

Après leur sinistre exploit, les militaires rhodésiens ont même poussé le cynisme jusqu'à inviter les journalistes étrangers sur les lieux de leurs tueries. Là ceux-ci ont pu voir des dizaines de cadavres d'hommes et de jeunes femmes criblés de balles. « Nous avons fait de nombreux morts, des centaines », se vantait le porte-parole rhodésien. Belle victoire que de bombarder au napalm des camps de réfugiés...

La vérité est, qu'acculé dans ses derniers retranchements, ayant perdu le contrôle de plus de 90 % du territoire du Zimbabwe (Rhodésie), le régime raciste de Smith en est réduit à frapper sur ce qu'il peut, c'est-à-dire sur les concentrations de réfugiés à l'extérieur du pays. Ce n'est

certainement pas une preuve de sa force.

Au retour des USA, Ian Smith a d'ailleurs eu recours pour se justifier, à la plus sinistre des explications : « Je n'étais pas au courant à l'égard de ce sont les militaires qui ont pris la décision ». Comme si une attaque d'une telle envergure, avec les retombées internationales qu'elle entraîne, pouvait être un événement isolé.

En fait par cette action terroriste, le régime raciste de Smith a voulu faire preuve de force et frapper un grand coup pour montrer aux Américains qu'il avait encore des forces. Il a certes occasionné un carnage terrible, mais il n'a rien démontré du tout. Il n'a réussi qu'à montrer un peu plus sa véritable nature et à s'isoler encore plus au niveau international.

Ce ne sont pas de telles actions qui feront reculer les forces patriotiques. Dans le pays même, les racistes ne contrôlent que les grandes villes.

Malgré sa barbarie, les jours du régime Smith et de ses laquais Sithol et Muzorewa sont comptés.

Serge FOREST

Le raid rhodésien contre la Zambie et le Mozambique

Un carnage raciste



L'horreur du carnage se lit sur les visages des villageois.

Des avions français

Parmi les avions qui ont participé au raid raciste contre le camp de Mkushi, en Zambie, qui a fait 1 500 morts, deux mirages de fabrication française. Ceux-ci auraient été revendus aux racistes rhodésiens par les non moins racistes Sud-Africains, lesquels les ont achetés... à la France. Nous exigeons que le gouvernement français cesse immédiatement toute fourniture d'armes à ces régimes racistes d'oppression et qu'il se conforme aux décisions de l'ONU sur l'embargo militaire et économique envers ces régimes.

A propos d'un appel radio à renverser le gouvernement du Cambodge

Le Vietnam veut faire diversion

ALORS qu'on s'attend d'un jour à l'autre à apprendre la nouvelle d'une agression vietnamienne d'envergure contre le Kampuchea démocratique, les journaux annoncent que des Cambodgiens qui auraient pris le maquis, ont lancé un appel par radio à l'insurrection générale contre le gouvernement de Pol Pot. Curieuse coïncidence...

Comme par hasard, l'appel demande aux « soldats cambodgiens de rejoindre immédiatement la forêt, aux paysans de cesser de travailler pour la clique Pol Pot ou de se réfugier au Vietnam qui nous soutient ». Car voilà bien le fin mot de l'affaire : derrière ces « maquisards », derrière ces opposants au gouvernement légitime du Kampuchea, on trouve... le Vietnam.

On les voit d'ici ces « maquisards » appeler demain le Vietnam à l'aide, et le Vietnam invoquant le principe de l'internationalisme prolétarien se précipiter derechef pour renverser le gouvernement kampuchéen. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que des agresseurs utiliseraient cette méthode pour tenter de tromper l'opinion publique internationale et de maquiller leur crime. Déjà en 1968, l'URSS avait invoqué un appel au secours de « personnalités tchécoslovaques » pour envahir la Tchécoslovaquie. De la même manière, Cuba, agissant pour le compte de Moscou, a envoyé ses mercenaires en Angola et en Éthiopie au nom de l'internationalisme prolétarien.

UNE ENTREPRISE D'INTOXICATION

Aujourd'hui, le monde entier sait que le Vietnam prépare une nouvelle invasion contre le Kampuchea. Douze divisions et 500 000 hommes de réserve sont massés le long de la frontière. Mais devant l'échec de leur dernière agression et la vérité qui, petit à petit, a éclaté au grand jour, les dirigeants vietnamiens tentent de faire diversion, de détourner l'attention sur une pseudo-rébellion populaire pour mieux frapper au moment venu.

Nous devons faire éclater la vérité sur ce qui se passe réellement au Kampuchea : la vérité c'est l'agression du Vietnam. Une agression soutenue par quelques éléments pro-vietnamiens à l'intérieur même du Cambodge et autour desquels Radio-Hanoi fait un tapage et une publicité incroyables pour faire croire qu'ils sont légion.

Nous devons combattre la tentative d'intoxication de l'opinion publique par les mass médias vietnamiennes et soutenir l'indépendance nationale et la reconstruction du Kampuchea démocratique.

Claude LIRIA.



La brutalité policière à l'intérieur de la Rhodésie.

Interview de Jiri Pélikan, résistant tchécoslovaque (2)

DANS notre édition précédente, nous avons reproduit la première partie de l'interview accordée par le résistant tchécoslovaque au quotidien marxiste-léniniste norvégien *Klassekampen*. Il expliquait alors quelles erreurs avait faites la direction du Parti, la leçon à tirer de l'invasion soviétique en 1968 et le rôle de la Chine. Aujourd'hui, nous reproduisons la suite de cette interview.

— *Klassekampen* : Revenons à 1968, M. Pélikan. Vous avez été élu au Comité central au 14e congrès du Parti qui se déroula alors que le pays était déjà occupé. Pouvez-vous nous en parler ?

J. Pélikan : Oui, depuis juin, il était décidé que ce congrès extraordinaire se déroulerait le 9 septembre. 1 500 délégués avaient été élus dans le Parti démocratiquement. Mais quand il y eut l'occupation, quelques délégués de Prague prirent l'initiative de convoquer le congrès immédiatement. Les délégués furent convoqués dans la grande usine Vysocany, à Prague, le 22 août. Ce fut presque un miracle, 1 200 à 1 300 délégués, envoyés de tous les coins de Tchécoslovaquie, ont

pu se rendre à Vysocany en un seul jour.

Malgré le danger d'une attaque directe contre le congrès, celui-ci se déroula comme prévu. Ce fut un bon congrès démocratique. Durant la tenue de celui-ci, l'usine était gardée par la milice ouvrière et par d'autres ouvriers qui alternaient entre le travail et la protection du congrès. L'intervention soviétique fut vivement condamnée. Dubcek n'était pas présent mais il fut réélu leader du Parti. Après les élections, les membres du secrétariat et du présidium travaillaient dans l'usine jusqu'à ce que Dubcek sorte de prison.

Moi-même, je fus toujours présent. Nous avons eu un contact très étroit avec les ouvriers et je pense que, probablement, ce fut la première fois qu'en

Europe occidentale, un congrès du Parti se déroule avec un tel succès et d'une manière aussi spontanée. Nous avons eu un appui total de tout le peuple.

CAPITULATION FACE A MOSCOU

— *Klassekampen* : Le peuple voulait-il lutter contre l'occupation à ce moment-là ?

J. Pélikan : oui et je pense que nous aurions pu être capables de diriger la lutte du peuple dans les divers secteurs. Mais la direction du Parti fut enlevée à Moscou où, malheureusement, les dirigeants signèrent le soi-disant « protocole de Moscou ». Tous signèrent, excepté le Dr Frantisek Kriegel. Ce congrès qui annulait les décisions du 14e congrès fut accepté par Dubcek et ses hommes.

Ainsi, le 14e congrès était liquidé. Cette attitude des dirigeants fut correctement interprétée en Tchécoslovaquie comme une capitulation. Le peuple fut terriblement déçu, y compris moi-même.

me, même si je me rendais compte que nos dirigeants étaient dans une position difficile. L'exemple du Dr Kriegel était la preuve qu'il était possible de refuser même si cela impliquait un risque. Ils avaient peur que l'URSS se lance dans des massacres contre le peuple tchécoslovaque.

Durant la période qui suivit, Dubcek, Svoboda, Cernik et d'autres dirigeants continuèrent à faire concessions sur concessions à l'Union soviétique jusqu'en avril 1969 où les dirigeants soviétiques avaient serré les griffes à un point tel qu'ils se sentaient à la hauteur pour installer Gustave Husak au poste de Dubcek.

Tout ceci alla à un tel point que le peuple voulut de fait lutter pour le droit à se gouverner lui-même. C'était trop tard pour éviter l'occupation mais il y avait d'autres moyens, tel que celui de la grève dans les usines en union avec les étudiants, etc. Mais, au lieu d'encourager ces mouvements et de chercher l'appui des masses, les nouveaux dirigeants capitulèrent face à l'URSS. **FIN**

L'accord sino-japonais ratifié

Un accord qui va dans le sens de l'indépendance et de la liberté des pays.

Un grand succès pour les peuples du monde



Ce bimensuel spécial Chine est toujours disponible. passez vos commandes à l'administration

Pour la libération de Dalila Maschino

En 1975, Dalila Zeghar, (Algérienne) épouse, en France, sans le consentement de ses parents, Denis Maschino (Français). Tous deux partent ensuite pour le Canada. Depuis 1977, la famille Zeghar essaye de dissuader Dalila de ce mariage jusqu'au jour où son frère Messaoud Zeghar (personne puissante en Algérie), la drogue et l'enlèvement à bord de son avion personnel. Dalila est séquestrée à El Eulma en Algérie et continuellement gardée par hommes et chiens. Le 31 mai, Dalila a pu écrire une lettre à son mari (à l'insu de ses goéliers) où elle affirme qu'elle a été enlevée. Par la suite, Dalila ne fait des déclarations qu'en présence de son frère, précisant qu'elle a quitté le Canada de son plein gré. Au début, le gouvernement algérien déclare : c'est une affaire privée, il profite aujourd'hui de ses dernières déclarations pour étouffer l'affaire. De mai à septembre, aucune nouvelle de Dalila. Un journaliste de la BBC lui a téléphoné, il n'a pu lui parler qu'en présence de son frère. Après avoir nié la séquestration, elle a maintenu sa lettre du 31 mai, puis la conversation est coupée !

lancer l'affaire. Une réunion a lieu au cours de laquelle il est décidé d'organiser un meeting, début décembre. Un bureau organisateur est créé. La base de départ sur laquelle tout le monde s'est uni, c'est la libération de Dalila. Mais le cas de Dalila n'est pas un cas isolé, la différence est que cette affaire s'est passée à un niveau international ; en Algérie, tous les jours, des jeunes filles sont mariées de force, sont retirées de leurs études, tous les jours, elles subissent l'autorité du père ou du frère aîné (puis celle du mari). Jamais, elles ne peuvent choisir, décider de leur vie et de leur avenir. C'est contre ces manques de libertés que des femmes, et en premier lieu des femmes algériennes, se sont mobilisées. Que ce meeting dénonce les conditions de vie des femmes algériennes, illustrées par le cas Dalila et que, par sa portée, il favorise sa libération.

Venez nombreux à la prochaine réunion :
Lundi 30 octobre à 20 h
Salle Confluence
42, rue de Grenelle
Métro Sèvres-Balyonne
Paris

A partir de cela, des avocats de la Fédération de la ligue des droits de l'homme décident de re-

Pour tout contact : Mme David, 32, rue de Joinville, Paris (19e).

UN milliard d'heures, un tiers de l'humanité sont directement concernés par le traité historique ratifié lundi à Tokyo entre le Japon et la Chine. La grande majorité du peuple japonais a d'ailleurs laissé éclater sa joie à l'annonce du traité. Des centaines de milliers de manifestants ont envahi les rues en scandant des mots d'ordre sur l'amitié sino-japonaise. La presse occidentale n'hésite pas à parler d'un véritable « délire pro-chinois ». Des associations d'amitié avec la Chine se créent un peu partout et des dizaines de milliers de personnes veulent s'inscrire pour aller en voyage là-bas.

Mais la signification profonde du traité de paix et d'amitié sino-japonais ne doit pas rester le privilège des peuples japonais et chinois. Car c'est l'humanité toute entière qu'il concerne. Les insultes de l'URSS con-

tiennent est une garantie pour la paix mondiale, un obstacle à la volonté d'hégémonie. En déclarant qu'aucun des deux pays signataires n'aura recours à l'hégémonie dans la région et qu'ils s'opposent aux tentatives hégémoniques d'autres pays, la clause est une mesure très précise qui contribue à retarder le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Voici d'ailleurs ce qu'a déclaré à ce sujet le président de la Ligue des membres de la Diète pour l'amitié nippo-chinoise : « Le traité est concis mais d'une extrême importance. L'article 1 renferme les cinq principes de coexistence pacifique. L'article 2 stipule clairement l'opposition à l'hégémonie, cette clause ne se trouve dans aucun autre traité international. Par conséquent, c'est un programme d'amitié entre le Japon et la Chine qui indique la voie à suivre aux peuples d'Asie et du reste du monde, épris de paix. Nous en sommes fiers ».

Le traité, signé entre un pays socialiste du tiers monde et un pays capitaliste développé, intéresse de nombreux pays du monde dans le sens où la clause antihégémonique qu'il con-

tient est une garantie pour la paix mondiale, un obstacle à la volonté d'hégémonie. En déclarant qu'aucun des deux pays signataires n'aura recours à l'hégémonie dans la région et qu'ils s'opposent aux tentatives hégémoniques d'autres pays, la clause est une mesure très précise qui contribue à retarder le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Voici d'ailleurs ce qu'a déclaré à ce sujet le président de la Ligue des membres de la Diète pour l'amitié nippo-chinoise : « Le traité est concis mais d'une extrême importance. L'article 1 renferme les cinq principes de coexistence pacifique. L'article 2 stipule clairement l'opposition à l'hégémonie, cette clause ne se trouve dans aucun autre traité international. Par conséquent, c'est un programme d'amitié entre le Japon et la Chine qui indique la voie à suivre aux peuples d'Asie et du reste du monde, épris de paix. Nous en sommes fiers ».

Messieurs les sociaux-impérialistes, vous pouvez continuer à insulter ; que vous le vouliez ou non, il y aura d'autres traités de paix et d'amitié !

Claire LIRIA

A partir du 25 octobre, le dernier numéro de l'histoire du Mouvement communiste international sera disponible à la librairie « Les Herbes sauvages » 70, rue de Belleville - Paris 20e.

Devant le juge d'instruction

Confrontation d'Ali Abdoul avec ses tortionnaires

Ali Abdoul qui avait été torturé à Toulouse par trois individus dont l'un est membre du SAC et un ancien membre d'Ordre nouveau, a été confronté lundi à ses tortionnaires devant le juge d'instruction, Cros, à Toulouse.

C'est la première confrontation entre Ali et le juge. Celui-ci ne s'est pas même dérangé pour entendre Ali chez lui alors qu'il est encore sous le coup de ses tortures.

Ali a déclaré : « J'affirme que celui qui est en li-

berté provisoire est celui qui m'a cassé la clavicule à coup de pieds, celui qui m'a mis la tête dans le seau d'eau. » L'individu en question est Thierry Neveu qui, jusqu'à hier était en liberté et qui a été remis en prison après la confrontation d'Ali avec le juge.

On peut pour le moins s'étonner que Neveu ait été libéré une première fois alors que de fortes présomptions pesaient sur lui comme sur les autres tortionnaires. On peut s'étonner aussi

que le juge d'instruction ait simplement inculpé ceux-ci de coups et blessures, qu'il ait abandonné le délit de séquestration qui est pourtant indiscutable et qui découle même du rapport de police. On peut s'étonner que l'inculpation de violence raciste pourtant prévue par la loi n'ait pas été retenue. Or, qu'il y ait eu acte raciste c'est bien le moins qu'on puisse dire : « Ils voulaient une ratonnade tout simplement. J'ai eu beau leur répéter que je suis français et que j'ai

même fait mon service militaire au 30e dragon, ça n'a servi à rien, la couleur de ma peau leur suffisait » a déclaré Abdoul.

Ali n'est pas moralement ni physiquement remis de ses tortures. La confrontation avec ses tortionnaires est pour lui un calvaire. La prochaine aura lieu vendredi 27 à 14 h 30.

Toute la vérité doit être faite et les tortionnaires racistes sévèrement punis en vertu de la loi anti-raciste.

La peine de mort en question

A l'occasion de la discussion du budget de la justice, la peine de mort va être sur la sellette. Deux députés, Pierre Bas (RPR) et Raymond Forni (PS), vont présenter des amendements destinés à supprimer les « frais des exécutions capitales ». (Ceux-ci s'élèvent à 185 000 F). C'est la troisième fois depuis le début du siècle que l'existence de la peine de mort est mise en discussion à l'Assemblée nationale.

Si les deux députés, Pierre Bas et Raymond Forni, sont obligés d'avoir recours au biais de la suppression des crédits de fonctionnement de la guillotine, c'est que le gouvernement refuse systématiquement d'aborder le problème de la peine de mort sur le fond. La suppression de la peine de mort a été évoquée par Peyrefitte, ministre de la

Justice, il y a quelques mois. Il disait alors : « Je ne suis pas sûr que le moment soit venu d'abolir la peine de mort, car nous nous trouvons dans une phase de violence, d'augmentation forte de la criminalité. On risque que les familles des victimes fassent justice, elles-mêmes, puisque la justice ne le fera pas à leur place ». Un tel argu-

ment est basé sur un mensonge : celui de la montée de la criminalité. La peine de mort est liée à la grande criminalité qui reste stable et qui n'augmente pas, contrairement aux dires du ministre. D'autre part, l'existence de la peine de mort n'empêche pas des « familles de se faire justice » comme le prouve la légitime défense qui est, d'ailleurs, encouragée en sous-main par le pouvoir. L'abolition, à vrai dire, ne cadre pas avec le climat de peur que cherche à créer le pouvoir et avec les campagnes sur l'insécurité qu'il mène.

Peyrefitte qui n'en est pas le retour, avait déclaré en août 1977 : « L'Etat peut-il mobiliser les

esprits contre la violence s'il continue à donner l'exemple de la violence suprême. Qu'un juge condamne à mort un criminel ou qu'un criminel perpètre son crime est également criminel. La peine de mort ne neutralise plus... La peine de mort n'intimide pas davantage ».

En effet, la peine de mort n'a aucun effet dissuasif. La criminalité existe sur des bases objectives qui sont liées au système capitaliste. En Europe, elle n'existe plus qu'en France, en Belgique (où la dernière exécution remonte à 1867) et en Grèce. La peine de mort est un acte barbare qu'il faut supprimer.

Numéro spécial de «Prolétariat»

Au cœur des questions de la classe ouvrière

C'EST ainsi. Les communistes fidèles au marxisme-léninisme, ceux des générations qui ont connu les grandes luttes du passé, sont tous issus du Parti communiste français, déclare Jacques Jurquet dans son éditorial du numéro 17 de Prolétariat,

numéro spécial et exclusivement consacré au «PCF en question». Et le secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) précise : « Par ailleurs, ils sont convaincus que leur ancien parti n'est plus un parti communiste, mais un parti réformiste ».

jour'hui. Benoit Taillan étaye sa démonstration d'exemples, que ce soit sur l'analyse du tiers monde, la détente ou l'Europe.

Un article d'Alain Castan précise quelle fut l'histoire des relations du PCF avec la Chine et son parti, le Parti communiste chinois. Depuis l'époque où le PCF avait des relations « normales » avec le PCC jusqu'à ce jour, en passant par l'époque historiquement capitale de la rupture sino-soviétique des années soixante.

Très argumenté, cet article tombe au moment où un journaliste d'un quotidien régional du PCF vient de faire une visite avec plusieurs de ses confrères de la presse française en Chine.

AVEC LA CLASSE OUVRIERE

C'est avant tout à la classe ouvrière que s'adresse la revue Prolétariat. « Bien évidemment, nous n'identifions nullement les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes qui sont adhérents du PCF avec ses dirigeants et avec les méfaits et mystifications que ces derniers leur imposent. Nous entendons pratiquer avec eux l'unité d'action dans les luttes de classe revendicatives et politiques dans toutes les occasions possibles », déclare Jacques Jurquet dans l'éditorial.

Et le secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste précise : « Mais, ces camarades communistes ne surmonteront pas leurs problèmes en recourant aux fractions dirigées par tel ou tel autre philosophe, Elleinstein ou Althusser, pour ne citer que des deux chefs de file

les plus connus. » (2)

Pour cela, il fallait montrer concrètement qu'une issue existe et « qu'elle est ailleurs ». Cela aussi Prolétariat le fait. « Une autre stratégie existe » explique Pierre Bauby, et aussi bien l'article de Guy Lèbréton « De l'internationalisme... à la trahison », consacré au PCF et aux travailleurs immigrés, que l'article d'Edmond Mercier « Dans quel camp sont-ils », consacré au PCF et aux cadres, tous ces articles rappellent que l'unité que veulent les marxistes-léninistes, c'est l'unité du peuple autour de la classe ouvrière, Français et immigrés, pour la révolution prolétarienne. « Unir tout ce qui peut être uni » mais aussi « la classe ouvrière doit diriger », tels sont les deux grands principes que met en avant l'article d'Edmond Mercier.

Cette perspective stratégique révolutionnaire est aussi organisationnelle. S'adressant aux militants de base du PCF, Jacques Jurquet les appelle « à rejeter le PCF, pour se mettre d'urgence, avec persévérance, à construire un nouveau parti révolutionnaire, authentiquement marxiste-léniniste (...). Le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) préparent depuis déjà plusieurs années l'édification d'un tel parti communiste marxiste-léniniste unique, prolétarien et révolutionnaire ».

Philippe LECLERC

(1) « L'URSS et nous », livre publié par cinq intellectuels du PCF avec la bénédiction du Bureau politique et faisant le point de ce que pense le PCF de l'URSS. (2) Un article est consacré à Althusser dans ce numéro de « Prolétariat » : l'issue est ailleurs, de Yves Lannou.

Ce numéro spécial a voulu répondre aux questions que se posent les militants de base et sympathisants du PCF : pourquoi l'échec de leur parti et de la gauche aux dernières élections, que faire demain ? L'objectif est largement atteint.

D'OU VIENT L'ÉCHEC ?

« Programme commun, l'échec d'une stratégie », c'est le titre d'une longue étude, signée Pierre Bauby. Cette stratégie, c'est celle du XXIIe congrès du PCF, du passage pacifique au socialisme, des réformes de structures et de l'électoralisme.

« Il faut se rendre à l'évidence, déclare Pierre Bauby, le parti que dirige aujourd'hui G. Marchais n'a plus rien de commun avec le parti qui s'édifia à travers mille difficultés avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, qui participa à la résistance armée contre l'occupation nazie et qui conduisit les grandes luttes de classe dans la période de mai 1947 à novembre 1952. »

Et l'auteur rappelle que dès le 18 novembre 1946, Thorez lui-même engage le PCF dans une stratégie réformiste, par une interview au Times préconisant pour la France le passage pacifique au socialisme. Depuis lors, les dirigeants du PCF ont à maintes reprises trompé et trahi les travailleurs de notre pays, ils ont éveillé en eux de faux espoirs, car on ne va pas au socia-

lisme par la voie électorale !

Cette leçon de l'histoire n'éclaire-t-elle pas d'un jour très clair le débat qui se déroule aujourd'hui au sein du PCF ? Faut-il refaire l'alliance avec le PS, se demande-t-on dans le parti de Marchais ? Oui, répondent des dirigeants comme Paul Laurent. Non, répondent d'autres comme Roland Leroy. Mais la question est bien de savoir pourquoi le PCF est aujourd'hui condamné à ce choix stérile, condamné à se situer dans une stratégie qui a fait ses preuves par la négative.

L'URSS ET LE PCF

La remise en cause de l'URSS n'échappe pas à la remise en cause générale dont le PCF est l'objet, jusque dans ses propres rangs. C'est avant même la sortie du livre L'URSS et nous (1) que Benoit Taillan écrivait dans Prolétariat : « Il n'est plus possible pour le PCF de s'allier inconditionnellement sur les positions soviétiques (...) Ces points de démarcations ne sont pourtant jamais analysés jusqu'au bout (...) Sur tous les grands problèmes régissant la situation internationale enfin, la position du PCF est, à peu de choses près, directement calquée sur la position soviétique. »

Voilà qui éclaire le livre de Cohen et de ses quatre adjoints et remet les choses à leur place quant à l'aspect principal de l'attitude du PCF à l'égard de l'URSS au-

Le dernier numéro de «Prolétariat» spécial PCF est disponible. Prolétariat. LE P.C.F. EN QUESTIONS. Prix 14 F. Passez vos commandes à Prolétariat - BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP - 2130 89 H (Marseille)

Corse

S'organiser contre la répression

Mise en place d'un collectif pour la libération des emprisonnés

LA répression aveugle contre le peuple corse continue. Deux faits récents viennent de faire échec aux mesures arbitraires : 1) Le non-lieu qui vient d'être prononcé envers quatre militants nationalistes, arrêtés en septembre 1977 puis libérés. 2) La tentative du gouvernement de réviser (en pire) les droits de visite des familles des emprisonnés. Par ailleurs, s'est constitué au cours du mois de septembre un collectif pour la libération des emprisonnés.

Le 9 septembre, à Barcnette, dix-huit organisations se réunissent à la demande de « A Riscossa » (Association d'entraide aux familles des emprisonnés corses). Un certain nombre d'autres les ont rejoints le 23 septembre à Corti et créent le « collectif ». Elles se sont données pour objectif prioritaire d'obtenir la libération des vingt-deux personnes actuellement emprisonnées à Paris. Deuxièmement, la suppression de la Cour de Sureté de l'Etat, troisièmement, l'organisation d'une grande manifestation dans la première

quinzaine de novembre, appuyant ces deux objectifs. Signalons parmi les organisations signataires : Aiutu paesanu, le Comité anti-répression (CAR), CFDT (Corse), Consulta di studenti corsi (CSC), Fronte di u populu corsu (FPC), l'UPC, l'Union des travailleurs corses exilés (UTCA), le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)...

INTERPELLATIONS ARRESTATIONS...

Le 18 septembre, Patricia Poli, une des deux chan-

teuses du duo « E duie Patrizie » est interpellée alors qu'elle revenait du continent. Aucune charge n'étant retenue contre elle, elle est remise en liberté. Aussitôt, le groupe « Canla u populu corsu », par ailleurs membre du « Collectif », s'indigne de cette interpellation abusive sinon fantaisiste. Il dénonce le fait que le pouvoir s'attaque dorénavant aux militants culturels de la cause corse. « Faut-il croire que chanter et affirmer sa foi en l'avenir de notre pays, constitue un délit ? Le délit de culture rejoindrait-il le délit d'opinion déjà sanctionné ? ».

Le 25 septembre, dans le cadre de l'opération anti-FLNC (organisation nationaliste clandestine), Jean-Pierre Colombani est arrêté à Aiacciu et écroué à Paris. Accusé d'avoir participé à la fameuse « nuit bleue » du 3 au 4 juillet dernier, il aurait reconnu appartenir au FLNC. Le juge d'instruction prés-

la Cour de sûreté de l'Etat l'a fait écrouer ; une autre personne qui avait été arrêtée en même temps est laissée en liberté provisoire.

DANS QUEL CAMP SE PLACE LE PCF ?

De leur côté, les dirigeants de la « Fédération corse du sud du PCF » refusent de s'associer au « Collectif ». Le 20 septembre le secrétaire fédéral donne comme raison : « Il y aura des organisations qui condamnent les violences et d'autres qui les prônent. Pour nous, l'union avec ces dernières ne ferait qu'entretenir la confusion politique (...) un puissant mouvement populaire est possible en Corse. S'il veut rassembler et être efficace il doit se démarquer nettement des violences dont le seul résultat est de mettre le peuple sur la touche, lorsqu'elles, ne le font pas

passer du côté du pouvoir giscardien ! Mettre dans le même camp oppresseurs et opprimés, responsables et victimes, c'est l'amalgame habituel auquel se livrent ces soi-disant communistes (par exemple lorsque en 1972, l'ouvrier Pierre Overney avait été abattu aux portes des usines Renault par un membre de la milice patronale). Et après, ils vont brailler à qui veut bien l'entendre leur « ferme attitude contre la répression politique » (communiqué du 20 septembre) !

Parallèlement à cela, on notait à la réunion du 23 septembre à Corti, la présence de la Fédération du Parti socialiste de Haute-Corse.

LE POUVOIR AU BANC DES ACCUSÉS

Avant la même période et cela continue aujourd'hui, des attentats sont commis contre des militants

nationalistes, telles la destruction du siège de l'UPC et l'appartement de l'Amiral Antoine Sanguinetti (PS). Ce sont les hauts faits d'armes des barbouzes du pouvoir. Une délégation de l'UPC, qui cherche à faire connaître hors de l'hexagone le problème corse, s'était rendue au Danemark (au Symposium international tenu dans les locaux du Parlement danois). Edmond Siméoni au nom du mouvement avait dénoncé les exactions de la Légion étrangère et des barbouzes en Corse, l'existence de la Cour de Sureté de l'Etat, les atteintes à la démocratie, la répression contre les patriotes corses, la manipulation de l'information française. Tout cela était bien sûr intolérable pour le pouvoir. Les ennemis du peuple corse bénéficient eux de l'impunité officielle et organisée : il y a deux poids et deux mesures.

A suivre.

Séguy se moque des travailleurs

DANS le *Monde* du 21 octobre, nous avons trouvé une très intéressante déclaration du Secrétaire général de la CGT, Georges Séguy. Intéressante parce que ce n'est pas tous les jours qu'il accorde une interview à un journal qu'il qualifie par ailleurs de « bourgeois ». Intéressante aussi par sa nature que révèle un réel mépris des travailleurs, des adhérentes et militants de la CGT.

Alors que les « mouvements sociaux » comme on dit chez les bourgeois vont en s'accroissant Georges Séguy se répand en paroles dans le monde.

L'ACTION

A la rentrée on allait voir ce qu'on allait voir. Il y aurait de l'action. Le 15 novembre 1978, il paraîtrait qu'il y aurait une action d'ampleur nationale avec arrêts de travail. « Mais il est exclu que nous lancions un mot d'ordre national d'arrêt de travail de 24 heures, qui ne correspondrait pas aux objectifs que nous fixons à cette lutte et qui risquerait d'avoir un aspect limitatif alors que malheureusement l'action ne s'arrêtera pas le 15 novembre compte-tenu des sombres prévisions sur l'emploi ».

Les travailleurs des PTT, de la SNCF, de la navale, de la sidérurgie apprécieront à sa juste valeur cette merveilleuse perspective d'action. Il faut y voir sans doute le prolongement de l'action du 1er décembre 1977 lui-même suite de la journée du 24 mai 1977.

Impatients tous ces travailleurs qui réclament une action globale, de longue

haleine, une coordination des luttes, qui veulent l'unité à la base pour arracher qui des effectifs, qui des hausses de salaires, etc. Ils ne comprennent pas que tout est planifié, organisé, structuré par Georges Séguy pour obtenir des résultats.

L'ACTION PASSÉE DE LA CGT

En juin 1972, le Programme commun est signé entre les partis de gauche. Désormais, son arrivée au pouvoir sera le seul souci de Séguy, chaque grève sera l'occasion d'avancer la panacée du Programme commun. Des millions de tracts seront diffusés à cet effet. « Union, action, Programme commun » sera le mot d'ordre de toutes les manifestations de septembre 1972 à septembre 1977.

En septembre 1977, il n'y a plus d'Union de la gauche alors plus « D'union, action, Programme commun », c'est le silence ou « Union, action, négociation », voire même « Union, action, autogestion » puisque Marchais et Séguy ont soudainement découvert les vertus de l'autogestion comme d'autres découvrent la foi à Fatima ou à Lourdes

après une « apparition ».

Dans son interview, Séguy déclare : « Par ailleurs, il est certain que la perspective d'un changement politique qui, pour beaucoup, était devenu une certitude, a favorisé certaines illusions, subordonnant toutes les revendications et les solutions à cette échéance politique (les élections de mars 1978 - NDLR) et du même coup les revendications s'en sont trouvées trop généralisées. » Ça c'est fort, Séguy rejette sur les travailleurs la responsabilité de l'inaction des confédérations mais il va encore plus loin puisqu'il ajoute « Il y a un an, tant au bureau confédéral qu'à la commission exécutive, nous n'avons jamais cessé de mettre en garde les travailleurs contre cette propension à croire à la victoire inéluctable de la gauche. »

C'est le bouquet. D'une part, un an ça correspond grosso-modo à la rupture de l'Union de la gauche, d'autre part, Séguy oublie les cinq années « d'euphorie » d'avant la rupture ou chaque succès aux élections était salué par lui comme un pas en avant pour que la gauche gouverne.

LES PERSPECTIVES

Toutes ces déclarations, ces citations ont une logique, cette logique c'est la ligne de fond de la CGT à son niveau confédéral et dont Georges Séguy se fait le porte-parole.

Le fond, nous le discernons dans cette citation : « Sans être protectionnistes

par principe, nous sommes bien obligés d'avoir le souci de la défense de notre économie nationale et de l'emploi et donc de préconiser des mesures de sauvegarde. »

Nous comprenons donc explicitement le refus de mobiliser les travailleurs sur des mots d'ordre de lutte de classe dans des actions communes.

Nous comprenons bien aussi la stratégie des négociations à tout prix bien que là-dessus Séguy se permette de critiquer Maire et son « recentrage ». Ce n'est pas nous qui signons les accords mais bien Séguy qui tout l'été a prêté main forte à Ceyrac et Giscard.

Nous comprenons bien aussi les mots d'ordre tels « la machine-outil c'est le cœur de l'industrie française » ou « défendre L'ANPE au service de la nation » (affichette en bleu-blanc et rouge). L'objectif de Séguy ce n'est donc pas la défense des ouvriers mais de l'économie nationale.

Or, par économie nationale, il faut clairement entendre l'économie capitaliste puisque ce sont les capitalistes qui tiennent en main tous les leviers de commande dans notre pays.

Au nom de la défense de l'économie nationale « française », Séguy et la ligne qu'il incarne en vient à opposer les travailleurs français aux travailleurs étrangers dans la navale, par exemple. Avec la grève actuelle de la marine marchande, ne veut-on pas imposer des équipages strictement français.



« Il y a un an, tant au Bureau confédéral qu'à la Commission exécutive, nous n'avons jamais cessé de mettre en garde les travailleurs contre cette propension à croire à la victoire inéluctable de l'Union de la gauche ». Sans commentaires.

Et pourquoi n'aurait-on pas aussi des chantiers de bâtiments avec des travailleurs uniquement Français, etc. N'en vient-on pas à susciter une campagne grossièrement antiallemande, chauvine, nationaliste ? Cette ligne politique de gestion du capitalisme que Séguy cherche à faire

admettre comme seule solution à la crise ne correspond pas aux intérêts des travailleurs. Entre les patrons, qu'ils soient français, anglais ou allemands, nous avons choisi : nous ne voulons plus de patrons du tout. C'est ce que veulent aussi les travailleurs.

Yves LEPIC

A propos des journées d'action

S'emparer de la politique qui mène au succès

Dans les dernières années nous avons eu bien souvent l'occasion de donner notre point de vue sur les journées d'action. Il est vrai qu'elles ont été fort nombreuses et que, dans la période d'avant les législatives de mars, les directions confédérales de syndicats leur ont systématiquement imposé une orientation bien précise : il s'agissait d'organiser des manifestations de soutien à l'Union de la gauche, de canaliser la volonté de lutte des travailleurs et tous leurs espoirs autour du mot d'ordre « Union action, Programme commun ».

A l'époque, nos militants n'y participaient pas moins dans leurs sections syndicales, dans l'esprit de s'unir avec la grande masse des travailleurs et sur la base de leur volonté de riposter aux attaques patronales et gouvernementales. Dans ce sens, d'ailleurs, selon les situa-

tions, selon les lieux, ces journées pouvaient représenter une étape dans la boîte). Dans tous les cas, nous menions bataille pour les mots d'ordre de lutte de classe, contre l'orientation des confédérations dont nous savions qu'elle conduirait les travailleurs à l'échec (1). Ce n'était d'ailleurs pas sans écho : les réticences des travailleurs de plus en plus nombreux se faisaient jour et la participation aux cortèges de soutien au Programme commun n'était pas si forte (en particulier chez les ouvriers).

Aujourd'hui, lorsque l'on regarde en arrière, les faits parlent suffisamment d'eux-mêmes et plus personne ne peut prétendre que cette orientation a conduit les travailleurs à des succès. Au contraire, la résistance aux plans Barre successifs s'en est trouvée affaiblie, avec les dures conséquences que l'on peut maintenant mesurer.

Les plans Barre ont été appliqués, l'unité de la classe ouvrière n'a pas avancé et reste toujours à construire).

D'ailleurs, Séguy lui-même, qui fut le champion de ce type de journée d'action, en fait (dans son intervention au *Monde*) un genre d'autocritique. En fait une fausse autocritique, puisqu'il considère qu'elles auraient été trop « politiques ». Leur défaut n'est pas en effet d'avoir été trop politiques, mais d'avoir été soumises à une mauvaise politique, et cette politique-là, Séguy non seulement n'en fait pas l'autocritique : il la propose toujours comme orientation pour la CGT. Il s'agit seulement de moins la mettre en avant (les prochaines élections sont loin il est vrai) et de la camoufler sous le masque d'une union à la base.

Pour ce qui nous concerne, notre orientation reste la même. Nous con-

tinuerons à critiquer l'orientation fondamentale des confédérations. Nous continuerons à tout faire pour l'unité de la classe ouvrière, sur des solides bases de classe, y compris et dans le cadre des journées d'action. Et les conditions actuelles y sont plus favorables que la réalité d'aujourd'hui met elle-même en avant cette vérité : les travailleurs ne sauraient rien conquérir autrement que par la lutte et l'unité de la classe ouvrière se forge dans la lutte, non dans les Etats-majors de Paris.

C'est de cette politique-là que doivent s'emparer les travailleurs. C'est avec cette politique-là qu'ils peuvent aller au succès.

(1) Pour n'en citer qu'un exemple, qu'on se souvienne d'Usinor-Thionville, fermée finalement sans combat. L'orientation confédérale fut à cette occasion un obstacle manifesté à la lutte.

Grève Sonacotra

Manifestation nationale samedi à Metz

Une manifestation nationale des résidents Sonacotra aura lieu samedi 28 octobre à Metz. Des cars partiront de différentes villes de France et de Paris entre autres. Dans notre prochaine édition, nous publierons, en page 8, un témoignage dénonçant la répression policière.

Résidents condamnés en Seine-et-Marne

Le tribunal de Lagny a condamné quinze résidents des foyers Sonacotra de Chelles, Noisiel, Torcy à payer les arriérés de loyer et à l'expulsion d'ici deux mois. Les résidents, vont faire appel.

Avec le Parti

Vendre le journal c'est possible et enthousiasmant!

Pendant dix jours, nous nous sommes activés. Placards d'affiches et bombages ont fleuri sur les murs de la ville.

Notre objectif était de faire connaître nos idées. Et pour cela, le meilleur moyen n'est-il pas de faire connaître notre journal?

Ce premier coup « de boutoir passé », nous sommes intervenus par équipe de quatre ou cinq. Pour appuyer nos interventions, un tract comportant, au verso, notre point de vue sur les problèmes de la ville.

Pour le reste, nous sommes allés là où se trouvent les masses : marchés, centre-ville à une heure de pointe, braderie, porte-à-porte le dimanche matin dans les quartiers autour de l'usine sur laquelle nous avons choisi d'intervenir.

Au total, une dizaine d'interventions avec un matériel simple : un tract, quelques panneaux, des journaux (les récents mais aussi des plus vieux que nous avons donnés), des auto-collants et, surtout, un style offensif qui s'est manifesté par des mots d'ordre, à la crie, de petites interventions orales et le désir d'accrocher les gens, d'aller au devant d'eux — sans pour autant les agresser.

C'est ainsi qu'en dix jours, des milliers de personnes ont été touchées. C'est ainsi qu'en dix jours, nous avons vendu soixante bimensuels et treize quotidiens.

Bien sûr, les conditions nous étaient très favorables : l'échec de la gauche, des problèmes de licenciements énormes, etc. Mais des endroits comme celui-là, n'en existe-t-il pas énormément en France ?

Une vente au marché

Le comité de section du PCML de St-Denis (93) a organisé une diffusion des numéros du quotidien sur le reportage au Kampuchea, avec panneaux et table de vente.

Dix-neuf quotidiens ont été vendus (dont cinq séries des trois premiers quotidiens sur le reportage) et deux abonnements d'un mois à 15 F sont en cours.

Il y avait bien sûr nos clients habituels mais cette fois-ci de nouveaux lecteurs, dont une famille cambodgienne, qui ont acheté notre presse. Cela nous encourage à poursuivre.

Le reportage est excellent, son style est très bon, vivant agréable ce qui donne l'envie de lire la suite !

PRENEZ CONTACT avec Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom : Prénom : Profession : Lieu de travail : Adresse : Code postal :

A retourner à la Boite postale de l'Humanité-rouge

Après le feu vert du Conseil d'Etat pour la construction de la centrale nucléaire du Pellerin

Deux municipalités démissionnent

Mardi 17 octobre était connu l'avis favorable du Conseil d'Etat pour la construction de la centrale nucléaire du Pellerin. Quelques signatures gouvernementales restent les seules formalités pour que le feu vert de la construction soit donné.

Dès cette décision connue, le conseil municipal de Cheix-en-Retz démissionnait. Le lendemain, le maire du Pellerin convoquait une réunion extraordinaire du conseil municipal. Unaniment, celui-ci démissionnait, le maire déclarant que ses électeurs l'avaient élu pour « défendre leurs terres, leurs biens et leur habitation et non pour gé-

rer un immense chantier de béton ». La population massivement rassemblée devant la mairie (il y avait 300 personnes) suivit de près cette réunion. Ceux qui ne pouvaient assister à la séance à l'intérieur la suivait à l'extérieur sur une vidéo.

La colère est très vive au Pellerin d'autant plus qu'EDF s'apprête, d'après le maire, à dresser des barrières sur le site pour empêcher les expropriés récalcitrants d'y pénétrer.

La coordination des comités de défense de la Basse-Loire a décidé d'organiser samedi prochain une marche « antinucléaire » et anti-expropriation.

A noter la position des élus socialistes du Pellerin

qui, tout en envoyant leur démission, ont refusé de participer à la séance du conseil municipal à cause, disaient-ils, de « la présence

des conseillers de Cheix-en-Retz et du chantage fait par des manifestants sous les fenêtres de la mairie ». Correspondant HR

Drame de la pauvreté

Quatre enfants meurent asphyxiés

Quatre enfants sont morts asphyxiés dans la nuit de jeudi à vendredi dernier à Cambrai dans le Nord. Voyant la maison fermée vendredi, les voisins ont alerté le maire.

Celui-ci découvrit six corps : ceux des parents et ceux des quatre enfants. Deux de ces derniers étaient déjà morts. Deux autres devaient mourir un peu plus tard dans la nuit de vendredi à samedi à l'hôpital. Les parents eux sont dans un état grave.

Pourquoi pareille tragédie ?

La famille se chauffait à l'aide d'un vieux poêle à charbon et ces poêles émettent des émanations d'oxyde de carbone. Chaque hiver apporte encore son lot de morts à cause de tels accidents. Ils se produisent dans des familles qui n'ont pas de quoi d'acheter des installations ou des appareils de chauffage plus modernes, plus neufs et plus sûrs et qui doivent se contenter de vieux poêles dangereux.

La pauvreté en 1978 tue toujours de cette manière et ce drame n'est que l'un des premiers d'un long hiver.

Lycée Siegfried au Havre

Des «terroristes psychologiques et physiques»

Tout commença en l'an 1978. Huit élèves de terminales FB section médico-sociale passent le bac. C'est l'échec. Admis à redoubler ils ne le peuvent faute de place. Les démarches administratives n'ayant pas abouti, les lycéens des lycées et LEP du Havre ont pris l'affaire en main. Avec 70 % à 80 % des effectifs, depuis une semaine, débrayages, grèves, manifestations se succèdent. L'occupation du lycée François 1er, le moins dur des lycées dans l'action, s'est aussi faite.

C'est à cette occasion que le directeur les a traités de «terroristes psychologiques et physiques».

Le but pour les lycéens est le droit de redoubler

et la création d'une nouvelle classe F8 au lycée Claude-Monet auquel appartenaient les huit élèves non admis à redoubler. Ils sont passés seuls à l'action. Le SNES et le SGEN ont été quasiment forcés de prendre le train en marche. Ils l'ont fait pour le freiner.

Dans un communiqué envoyé à la presse du Havre, les lycéens ont mentionné : « Nous tenons à préciser que des manifestations sont dirigées par les lycéens et non par des fédérations de parents d'élèves et les syndicats d'enseignants. Nous acceptons le soutien mais non l'emprise sur le mouvement ».

Fanch LE GWEN

Grenoble : foyer SONACOTRA Constitution d'un comité de soutien Un comité de soutien aux résidents des foyers Sonacotra a été créé à Grenoble. Sa prochaine réunion aura lieu le vendredi 27 octobre au centre social Charrier-Berriat. Tous ceux qui soutiennent les résidents sont appelés à y participer.

Pour s'être énervé au travail, il est menacé d'internement psychiatrique

LA direction de l'usine Renault de Choisy-le-Roi voulait faire interner un ouvrier dans un asile psychiatrique. Il s'était énervé durant le travail. La mobilisation des autres travailleurs a empêché l'internement.

A l'usine Renault de Choisy-le-Roi, un ouvrier prénommé Daniel travaille à la réfection des carters. Tout à coup, il jette une pièce à terre. Sans doute est-il fatigué ou a-t-il des ennuis qui expliquent son geste.

Très rapidement, il redevient calme. Mais la maîtrise et la direction ne veulent pas en rester là. Daniel est conduit à l'infirmerie et, sans examen, le médecin de l'entreprise déclare : « Cet homme est dangereux. Il faut l'hospitaliser d'urgence dans un hôpital psychiatrique ». Les pompiers et police-secours avertis par la direction arrivent pour emmener Daniel à l'hôpital psychiatrique. Les travailleurs s'opposent à ce que leur copain soit emmené. Mais bientôt arrive l'ambulance de l'hôpital psychiatrique, elle aussi appelée par la direction. Elle repartira sans Daniel car, de nouveau, les ouvriers s'y opposent. Daniel, accompagné d'un délégué CGT va ensuite chez un médecin qui lui prescrira trois jours de repos.

La direction convoque ensuite les responsables CGT pour leur faire signer une déclaration où ils disent regretter d'avoir em-

pêcher l'hospitalisation de Daniel. Les délégués refusent.

L'attitude des travailleurs qui se sont opposés à cette nouvelle forme de répression qu'est l'internement psychiatrique montre, dans ce cas, que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Elle a permis de faire échec à la tentative patronale. Cela est d'autant plus important qu'il peut être difficile de sortir d'un hôpital psychiatrique et qu'un séjour trop prolongé nuit plutôt aux internés que de les aider à surmonter leurs problèmes et difficultés.

Par ailleurs, il faut voir l'utilisation que le pouvoir compte faire des hôpitaux psychiatriques et de séjours même très temporaires.

Avec les différents projets Gamin, Audass, la bourgeoisie veut créer une sorte de catégorie de prolétaires dits handicapés afin de les surexploiter. Avec ces projets, tous ceux qui, pour une raison ou une autre, à un moment ou à un autre, comme l'ouvrier de chez Renault à Choisy, ne s'adaptent pas aux normes patronales du travail ou de la société sont menacés de plus en plus d'être considérés comme anormaux, comme handicapés.

Au moins 15 000 suppressions d'emploi prévues dans la téléphonie !

Dans un article récent, le correspondant de Guingamp faisait état de 600 licenciements possibles à l'usine AOIP, en juillet 1979.

Voilà ce que nous connaissons de la situation :

Sous prétexte de mutation technologique, (passage de la téléphonie électromécanique à la téléphonie électronique), la direction de l'AOIP prévoit la suppression de 1 500 à 1 700 emplois sur un total de 4 660 travailleurs. (1 200 emplois « en trop » à Guingamp et Morlaix, 500 à Paris, Evry et les chantiers).

Et les travailleurs de l'AOIP ne sont pas les seuls touchés. Toutes les directions des boîtes de téléphonie CIT, CGCT, etc et de transmission préparent des licenciements. Le chiffre avancé, et certainement sous-évalué, par différents journaux, serait de 15 000 suppressions d'emplois pour un chiffre total de 90 000.

Encore une fois, ce sont les travailleurs qui doivent payer les frais, et ce, dans un secteur dont on ne peut même par dire qu'il est vraiment touché par la crise capitaliste.

Que ce soient les grands groupes comme Thomson, CGE, ITT qui soient leurs chiffres d'affaires et leurs bénéfices augmentent d'année en année ou des groupes moins importants

comme l'AOIP, tous se servent du changement de technologie pour se restructurer. Car cela fait plusieurs années que l'Etat et les dirigeants d'entreprise connaissent le problème, mais ils n'ont pas levé le petit doigt pour reconverter le personnel. L'électromécanique, c'était tellement juteux et les travailleurs, le moment venu, on pourrait toujours les foutre à la porte...

Nous sommes bien placés pour le savoir, à l'AOIP, où la direction a toujours refusé de mettre en place un plan de reconversion et de diversification.

A l'heure actuelle, la situation est très dangereuse pour les travailleurs de l'AOIP, particulièrement à l'usine d'Evry où sont fabriquées les pièces détachées (donc le début du processus de fabrication d'un central téléphonique électromécanique).

La charge de travail y a énormément baissé d'un coup et des mutations de personnel avec pertes de salaires ont commencé.

Face à cela, les travailleurs d'Evry, ont commencé à réagir avec leurs organisations syndicales CFDT et CGT. Il y a quelques jours, par un débrayage massif, ils ont coincé le directeur général qui était de passage dans l'usine et l'ont obligé à s'ex-

pliquer devant eux et pas seulement devant quelques délégués.

La mobilisation, bien que difficile du fait des divisions parmi les travailleurs (beaucoup, surtout à Paris, pensent ne pas être concernés par les licenciements), doit se poursuivre et des actions multiples devront être menées : débrayages, campagnes dans la presse et d'autres...

Mais il est certain que boîte par boîte, on ne s'en sortira jamais.

Il faut un mouvement d'ensemble dans toute la branche professionnelle (sans parler d'un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs en France contre le chômage, les bas salaires, la répression) pour contraindre l'Etat et les patrons à maintenir l'emploi de tous. Ça ne va pas être facile, car les directions syndicales fédérales de la métallurgie sont pour le moins à la traîne quant à la prise en charge de la coordination et de l'action.

Nous ne voulons pas aller grossir les rangs des chômeurs, après avoir pour la plupart d'entre nous bossé au rendement pendant des années et des années ! Ce n'est pas à nous de payer la crise, ni le progrès technique ! Pas un seul licenciement, du travail pour tous !

Correspondant AOIP Evry.

Hôtel Suffren-la-Tour

Voici le texte d'un tract appelé diffusé par les travailleurs de l'hôtel Suffren la Tour à Paris :

Après quatre jours de grève, face aux justes revendications des travailleurs, la direction oppose le mépris.

Monsieur Huard préfère déjeuner tranquillement plutôt que de faire face à ses responsabilités de directeur général.

Eh bien, bon appétit monsieur Huard, nous ne céderons pas !!

Nos revendications sont justes et réalistes :

5e jour de grève

- 2 300 francs de salaires minimum, hors nourriture.
- 250 francs en plus des 4 % pour tous les autres salariés,
- 40 heures de travail par semaine,
- Une prime de fin d'année de 500 francs,

- Suppression de deux chambres pour le service des étages,
- Prime d'ancienneté,
- 5e semaine de congé payés,
- 10 jours fériés,
- Remboursement intégral des jours de maladie

- Paiement de la carte orange,
- Promotion et formation professionnelle continues.

Nous dénonçons les pratiques d'intimidation visant à faire travailler le personnel non gréviste en plus de leurs heures de service, et en dehors de leurs heures de qualification.

Nous dénonçons l'embauche d'extras visant à briser la grève.

Nous appelons tous les travailleurs à se joindre à nous : la grève c'est l'affaire de tous.

Ce n'est qu'ur début, la grève continue.

CDF-Chimie

80 milliards à trouver, des centaines d'emplois supprimés

Voici des extraits des explications fournies par le représentant de la CFDT de CDF-Chimie, lors d'une conférence de presse organisée par la CFDT sur la restructuration de CDF.

CDF-Chimie, est un groupe formé depuis 10 ans, par l'addition des actifs chimiques des Houillères, des Thermoplastiques d'Ethylène Plastique, des différentes sociétés de peinture et récemment des engrais d'APC (autrefois dans le giron de EMC, autre groupe à capitaux d'Etat.)

La volonté affirmée par l'Etat dans les sixième et septième plans était la restructuration à la fois financière, industrielle et géographique de la chimie française, qu'elle soit à capitaux publics, privés ou mixtes (...)

La perte prévisible pour le groupe pour 1978 sera de l'ordre de 200 MF, soit : 20 milliards de centimes.

Tout ceci conduit les dirigeants de CDF Chimie à chercher des fonds propres pour maintenir une structure de bilan à peu près acceptable et financer quelques investissements indispensables.

Pour cela, il faut 600 à 800 MF,

soit 60 à 80 milliards de centimes.

Dans ces conditions, l'évolution de la société prévisible à brève échéance c'est que CDF-Chimie se transforme en holding.

Toutes les activités deviendraient filialisées.

Cela signifie un éclatement du groupe.

CONSEQUENCES SUR LE GROUPE CFD-CHIMIE

Le pouvoir patronal de CDF-Chimie c'est-à-dire le directoire par la création du holding et des filiales se donne un outil privilégié pour accélérer les suppressions d'emplois.

L'éclatement de la société va aboutir à une remise en cause de la défense directe des intérêts des travailleurs par l'affaiblissement et le morcellement de la représentation syndicale

La restructuration projetée par le directoire de CDF-Chimie, que le président refuse de discuter en Comité central d'entreprise extraordinaire, apportera des fermetures d'ateliers avec leurs conséquences : licenciements,

mutations, réductions d'effectifs avec dégradation des conditions de travail et de sécurité, etc.

Par ailleurs, la stratégie patronale est dans le droit fil du « diviser pour mieux régner » en repoussant de plus en plus le pouvoir de décision que les travailleurs ne peuvent plus remettre en cause (ex. Création de X nombre de minuscules petits comités d'établissement, sans structure de coordination). Ce processus est déjà très largement entamé (exemple dans les usines du Nord).

En fait, cette situation peut se schématiser de la manière suivante :

- Il va y avoir des ateliers CDF-Chimie sans personnel propre à CDF-Chimie.

- Ou il va y avoir du personnel CDF-Chimie dans des ateliers qui n'appartiennent pas à CDF-Chimie (ex : ASL, SAV).

Comment les travailleurs et leurs représentants vont-ils faire avancer leurs revendications salariales ou autres ? Ils vont se transformer en balle de ping-pong que l'on fera voyager au gré des humeurs de nos gouvernants, valable de

La crise dans la Navale à Nantes

Première vague de licenciements chez Brissoneau-Lotz-Marine

La direction de Brissoneau (groupe Jeumont-Schneider), entreprise métallurgique sous-traitant essentiellement pour la navale, vient d'annoncer le licenciement de 282 travailleurs. Immédiatement, le personnel a tenu

un meeting puis a investi les bureaux en scandant les mots d'ordre « Non au démantèlement, non aux licenciements ! »

ensuite descendu en ville jusqu'à la Datar.

Une délégation de Brissoneau-Lotz marine était présente lors de la manifestation de la navale à Paris.

3e rendez-vous de la campagne d'abonnement spécial d'un mois

Au cours de la semaine écoulée nous avons enregistré 15 abonnements. Il est encourageant de constater l'augmentation progressif du nombre des abonnements dont le total se monte aujourd'hui à 28.

Cela prouve qu'il y a bien de réelles possibilités d'élargir la diffusion pourvu que nos camarades et amis lecteurs osent mener la bataille que cela nécessite.

Nous pensons que nous sommes sur la bonne voie à condition de ne pas s'endormir sur nos lauriers car ils sont encore bien modestes.

Mais nous avons confiance et nous remporterons encore de nouveaux succès la semaine prochaine !

Faites vite remonter vos abonnements !

Marseille

LE CENTRE INTERNATIONAL DE L'UNESCO ET L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES vous invitent aux diverses manifestations qui marqueront LA SEMAINE DE L'AMITIE INTERNATIONALE du 23 au 27 octobre 1978

MERCREDI 25 OCTOBRE :

- 15 h : Han Suyin signera ses livres à « Marseille-accueil », 24, rue Montgrand (6e)
- 15 h : film chinois « La vie du panda » ;
- 20 h : film chinois « Les paysans peintres du Houhsien ».

JEUDI 26 OCTOBRE :

- 12 h 30 : repas chinois ;
- 17 h 30 : Rencontre à la FNAC avec Han Suyin ;
- 20 h 30 : GRANDE CONFÉRENCE DE MME HAN SUYIN SUR LA CHINE D'AUJOURD'HUI, placée sous la présidence d'honneur de M. Gaston Defferre, député-maire, à la salle Saint-Georges, avenue de la Corse, Marseille (7e).

VENREDI 27 OCTOBRE :

- Journée de l'Association des amitiés franco-chinoises ;
- 15 h : « Ce que j'ai vu dans les campagnes chinoises », film super 8 ;
- 17 h à 20 h : « Pourquoi et comment nous sommes allés en Chine ». Rencontre avec des personnes de milieux et professions très divers ayant visité la Chine.

* Sauf mention spéciale, toutes ces manifestations ont lieu au centre international de l'UNESCO.

Un livre sur la libération de Phnom Penh « Phnom Penh libérée »

aux Editions sociales
Ce livre est disponible aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

L'emploi dans la région niçoise

Une dégradation importante

Actuellement, le chômage poursuit son extension dans le département des Alpes-Maritimes. A la fin août, l'ANPE avait enregistré près de 4 000 nouvelles inscriptions ce qui porte à 24 000 le nombre de demandeurs d'emploi et autorise à avancer le nombre de 31 000 chômeurs.

Si l'on examine le motif d'inscription des nouveaux demandeurs d'emploi, ils se répartissent de la manière suivante : (voir tableau)

On constate à la lecture de ces chiffres que la grande majorité des « demandeurs d'emploi » est constituée par des travailleurs que le patronat a jetés sur le pavé d'une manière ou d'une autre : ils constituent 57,5 % du total.

D'autre part, il faut savoir que par rapport à août 1977 les offres d'emploi non satisfaites

ont augmenté de 7 %.

Outre les licenciements déjà annoncés (voir la carte des licenciements), le chantier de la Sonexa qui emploie 140 travailleurs pour l'extension de l'aéroport de Nice tire à sa fin, Aloy Marine à Cannes qui avait réouvert ses portes après une lutte de plus de deux ans est gravement menacée de fermeture.

La société de transport Maritime envisage également de licencier tout ou une partie de son personnel.

A cela s'ajoutent les conséquences de la liquidation de la construction et de la répartition navales dans le Var et les Bouches-du-Rhône : liquidation de Terrin, licenciements à la Ciotat, menaces sur la Seyne. Selon la CGT, l'industrie navale et ses sous-traitants représentent 14 % de l'emploi industriel de notre

région. Ce seront l'activité portuaire, l'électronique, la métallurgie et le commerce des Alpes-Maritimes qui seront touchés : 8 000 personnes seront concernées à des titres divers par la crise de la navale. Répartition des licenciements par branches. (voir tableau).

UNE RESTRUCTURATION DIFFICILE

Les Alpes-Maritimes ne sont pas un département de « tradition industrielle ». En dehors du bâtiment et des travaux publics, le pourcentage de la population active employée dans l'industrie est de 15 % au lieu de 29,5 % pour la moyenne nationale.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est, par ailleurs, très développé, il emploie 13,7 % de la population active. Il traverse actuellement une crise grave qui voit la disparition de nombreuses petites entreprises (de un à quatre salariés) et de quelques grosses entreprises qui ont conservé malgré leur taille un caractère artisanal.

Ce secteur est d'ailleurs, en raison de son poids dans l'économie locale, celui où l'on perçoit le mieux la restructuration qui s'opère à la faveur de la crise.

Un groupe d'entreprises se met sur les rangs nationaux notamment Nivoletti, Spada, Trivério qui disposent d'appui politiques qui leur permettent d'obtenir de nombreux marchés municipaux ou départementaux. Nicoletti, par exemple, a passé des contrats lui garantissant dix ans d'activités.

Certaines entreprises déposent le bilan malgré leur importance (SAP-CIB ou Fassi) soit qu'elles aient été l'objet d'une mainmise de certains groupes nationaux, soit qu'elles aient sombré en raison d'une gestion qui n'était plus adaptée à la réalité de la guerre que se livrent les industriels.

Les entreprises qui emploient entre 5 et 50 salariés voient leur nombre s'accroître ce qui est lié au développement de la sous-traitance. Tandis que les entreprises de moins de 5 salariés voient leur nombre diminuer considérablement.

On peut dire que l'on assiste à un début seulement de restructuration puisque malgré ces transformations, l'effectif moyen des salariés des entreprises des Alpes-Maritimes est de 7 alors qu'il est de 14 au niveau national.

Les contradictions au sein de la bourgeoisie constituent un frein important à cette concentration. Les règlements de comptes qui ont opposé Médecin à certains milieux niçois sont en relation étroite avec cette mutation. Lorsque certains industriels déplorent le temps où « Nice était une grande famille » ou « qu'on ne défendait pas l'intérêt des purs Niçois », nous sommes au cœur du problème. La région niçoise où le prolétariat est traditionnellement dispersé et le capital peu concentré est confrontée à l'irruption brutale des monopoles et cela ne se fait pas sans reclassement y compris au sein des cliques qui ont dominées la vie politique locale.

part acheter certains délégués par de bons postes de travail et quelques privilèges. Enfin, il savait jouer les nationalités les unes contre les autres : n'avait-il pas osé affirmer lors d'une grève : « Le 13e mois, je vous le donnerai volontiers, mais si je vous le donne, je serai obligé de le donner au Arabes ».

D'autre part, on peut dire sans aucune exagération que le patron voulait être le maître en tout, bien qu'il soit d'une nullité crasse. En 1974, lorsque Giscard avait généreusement distribué l'argent de l'austérité aux capitalistes au titre de plan de relance, Fassi avait déposé une demande. Un cabinet d'études effectua une enquête sur la santé de l'entreprise ; la conclusion en était : « Il faut couper deux têtes ». Celles de Fassi et de Poulet, le directeur.

Ces dernières années, les travailleurs ont assisté à une valse des directeurs techniques. Ceux-ci voulant faire fonctionner l'entreprise selon les normes capitalistes en vigueur, Fassi voulant n'en faire qu'à sa tête.

Au mois de juin, inquiet quant à la situation de l'entreprise, le comité d'entreprise réclame une expertise financière : en effet, depuis six mois, le patron d'une part refusait des chantiers et d'autre part achète pour des dizaines de millions de matériel neuf.

L'expertise révèle pourquoi Fassi tenait tant à gouverner l'entreprise seul : fausses factures, détournement de biens sociaux, facturation à certains clients de matériel qui avait été utilisé pour son usage personnel (villa, etc.). Alors, Fassi dépose le bilan.

Les travailleurs occupent pour obtenir leur paye et conserver leur emploi.

PAS DE VÉRITABLE RAPPORT DE FORCE

Le fait est qu'après cinq mois de lutte, les travailleurs n'ont pu véritablement imposer un rapport de force leur permettant d'espérer une solution collective. Fassi ne compte pas reprendre l'entreprise car la police judiciaire est en train d'éplucher sa situation. Les autres entreprises qui voudraient récupérer les biens de l'entreprise attendent qu'il n'y ait plus de travailleurs au milieu, donc plus d'avantages acquis à négocier, etc.

Au sein de l'entreprise, l'unité ne s'est réalisée qu'au début et elle l'est progressivement émiettée sous l'action de plusieurs facteurs : paternalisme du patron, faible tradition syndicale, enlèvement des procédures juridiques, congés, etc.

Au niveau de la zone industrielle, la plupart des boîtes ont, elles aussi, des problèmes d'emploi qui, pour la plupart, sont résolus au détriment des travailleurs, c'est-à-dire par des licenciements collectifs chez Griesser, chez Atlas. C'est dire que l'ambiance n'est pas à la solidarité et au soutien mutuel, mais au repli sur ses propres problèmes.

Certains travailleurs de Fassi, y compris des membres du PCF, pensent que le type de syndicalisme pratiqué avant les élections qui privilégiait la protestation face au pouvoir, avec comme but de rassembler des voix, affaiblit aujourd'hui la capacité de riposte des travailleurs. En effet, tout un travail d'unification des rangs des travailleurs, au niveau des entreprises, entre les entreprises, n'a pas été fait. Et aujourd'hui que tombe le rideau des illusions, il n'y a plus rien derrière. Ou plutôt, il n'y a plus que la volonté inébranlable des travailleurs avancés qui veulent construire l'unité véritable du prolétariat, à la base, dans l'action, pour l'action.

FASSI : UN CERTAIN TYPE D'ENTREPRISE QUI DISPARAIT

Les travailleurs de chez Fassi occupent leur entreprise depuis plus de cinq mois pour conserver leur emploi. Le tribunal de grande instance vient d'ordonner leur expulsion des locaux de la société qu'ils occupent dans la zone industrielle de Carros. Cent trente travailleurs seront donc jetés dehors car le rapport de force n'a pu se maintenir en faveur des travailleurs, tant au sein de l'entreprise que sur la zone industrielle.

L'entreprise représente bien une moyenne entreprise de la région tant par son fonctionnement que par le patronat qu'elle entretient.

Fassi, le patron, a pris la succession de son père qui, dit-on, avait commencé avec un seul camion. L'an dernier, l'entreprise s'était hissée au 4e rang des entreprises locales de travaux publics derrière les trois entreprises à vocation nationale ou régionale : Nicoletti, Spada, Trivério.

Origine de Roquebillière, un village de l'arrière-pays, Fassi avait constitué un noyau d'une trentaine de concitoyens, ouvriers de l'entreprise, « à tu et à toi » avec lui et sur lesquels il régnait en maître grâce au paternalisme. Il savait d'autre

Correspondant Nice

RÉPARTITION DES LICENCIEMENTS PAR BRANCHES

BATIMENT :	Scott	20	Palais de la Méditerranée	300	
Paracchini	400	Scom	180	Buffet de la gare	21
Vacchetto	22	Vernier	100	IMPRIMERIES :	
Baldacchino	30	Kone	350	Deltagraphic	45
Ladec	50	PLASTIQUES :		Meyerbeer	
Fassi	130	Aloy marine	60	COMMERCE EN GROS :	
Parlanti	200	Créations Riviera	100	SECA	25
Déromedi	50	TRANSPORT :		HABILLEMENT :	
METALLURGIE-ELECTRONIQUE :		Bocchino	33	Marc Robert	70
Regina	150	Martelli	25	DIVERS :	
Texas	200	Mathieu	110	AEE	30
Remco	70	SET	30	AGRICULTURE :	
Commodore	30	HOSTELLERIE :		Barbare	26
Copco Craelius	50	RESTAURATION :			
Griesser	30	JEUX :			

licenciements et fermetures dans les a-m.

Licenciements économiques	14 %
Autres licenciements	22,2 %
Fin de contrat	19,2 %
Fin de mission	2,1 %
Total	57,5 %
Première entrée	14,9 %
Reprise d'activité	9,3 %
Démissions	16,3 %
Autres	2 %

